

Élection présidentielle en Allemagne

30 juin 2010

ANALYSE

1 mois avant
le scrutin

La surprise

Le 31 mai dernier, le Président de la République fédérale d'Allemagne, Horst Köhler, a jeté la stupéfaction en annonçant sa « *démission avec effet immédiat* », une première dans l'histoire du pays. Visiblement ému, celui que les Allemands surnomment « *Super Horst* » a indiqué avoir pris sa décision après avoir pris connaissance des réactions à l'interview qu'il a donnée à une radio publique le 22 mai dernier à son retour d'Afghanistan et dans laquelle il justifiait l'engagement militaire des 4 500 soldats allemands en Afghanistan par des raisons économiques. « *À mon avis, la société dans son ensemble est en train d'accepter progressivement que dans le doute et en cas de nécessité, un engagement militaire peut être nécessaire pour protéger nos intérêts, par exemple la liberté des voies commerciales, en empêchant, dans certaines régions, l'instabilité qui aurait des effets négatifs sur nos échanges, nos emplois et nos revenus* » avait-

il déclaré.

Ces propos ont choqué car ils ne sont pas à l'unisson de la ligne officielle du gouvernement qui fait de l'engagement militaire de l'Allemagne en Afghanistan une contribution à la lutte contre le terrorisme international. « *Les raisons économiques ne constituent pas une justification au déploiement en Afghanistan* » a souligné le ministre de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg. Les motifs de sa démission évoqués par le Chef de l'État n'ont pas convaincu la classe politique allemande. Elu le 23 mai 2004 puis réélu 5 ans plus tard à la tête de l'État, Horst Köhler est souvent vu comme un Chef de l'État atypique. Au nom du respect de la Constitution, le Président de la République avait ainsi refusé de signer certaines lois, notamment, en 2006, sur la privatisation de la sécurité aérienne. Il avait qualifié de « *monstres* » les marchés financiers – propos dont il s'était excusé par la suite – et jugé « *décevants* » les débuts de l'actuelle coalition gouvernementale dirigée par la Chancelière Angela Merkel qui rassemble l'Union chrétienne-démocrate (CDU/CSU) et le Parti libéral-démocrate (FDP). « *On a pu observer un désaccord croissant entre l'action du gouvernement et l'analyse*

que le Chef de l'État a fait de la crise grecque et de l'euro. Horst Köhler ne pouvait plus remplir sa mission comme il le souhaitait et la nouvelle coalition qu'il a lui-même portée ne menait pas la bonne politique à ses yeux » a indiqué Frank Baasner, directeur de l'Institut franco-allemand (DFI) de Ludwigsburg.

« *Je regrette au plus haut point. Je crois que les gens en Allemagne sont très tristes. Il était le Président des citoyens* » a déclaré la Chancelière Angela Merkel après l'annonce de la démission du Chef de l'État. « *C'est comme si j'avais été frappé par la foudre* » a déclaré le vice-Chancelier et président du FDP, Guido Westerwelle. « *Je suis assez admiratif face à ce geste qui ne manque pas de classe. Il n'y avait pas d'affaire Köhler, personne ne lui demandait de démissionner. Il faut sans doute voir dans son geste la très haute considération qu'il avait pour sa charge* » a souligné Henrik Uterwedde, directeur adjoint du DFI de Ludwigsburg.

Cette démission tombe à un mauvais moment pour la Chancelière Angela Merkel. « *Elle se trouve dans une situation à peu près aussi désespérée que celle du Chancelier Schröder (SPD) après la défaite en Rhé-*

nanie-du-Nord-Westphalie (22 mai 2005) quand il a convoqué des élections anticipées » a déclaré Nils Diederich, politologue de l'université libre de Berlin.

Les candidats

Ursula von der Leyen (CDU) a un temps été présente pour succéder à Horst Köhler. Soutenue par Angela Merkel, l'actuelle ministre du Travail et des Affaires sociales est populaire auprès des Allemands mais ne fait pas l'unanimité parmi les conservateurs et catholiques de l'Union chrétienne-sociale (CSU), alliée de la CDU depuis 1953, qui se sont opposés à la politique qu'elle a menée lorsqu'elle était ministre de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse (2005-2009). Angela Merkel a dû céder aux pressions des caciques de la CDU comme à celles de son partenaire au gouvernement, le FDP.

Le 3 juin, la Chancelière a présenté le candidat choisi par la coalition gouvernementale, Christian Wulff, ministre-président du Land de Basse-Saxe depuis 2003. Etoile montante de la CDU, il peut être considéré à la fois comme le dauphin et le rival d'Angela Merkel. Catholique et représentant de l'aile libérale de la CDU, il est apprécié du FDP comme de la CSU.

Joachim Gauck, qui a dirigé les recherches dans les archives de l'ancienne police politique de la République démocratique allemande (RDA), la Stasi, sera le candidat du Parti social-démocrate (SPD) et des Verts.

La fonction présidentielle

Le Chef de l'État est élu par l'Assemblée fédérale allemande (Bundesversammlung) qui comprend 1 224 membres : 612 membres du Bundestag, Chambre basse du Parlement, et un nombre égal d'élus des 16 Länder, députés des Parlements régionaux ou personnalités de la société civile. L'élection se fait à bulletins secrets à la majorité absolue lors des 1^{er} et 2^e tours. Si aucun candidat n'atteint cette majorité (soit 613 voix), un 3^e tour est organisé au cours duquel celui ou celle qui réunit le plus grand nombre de suffrages sur son nom est élu(e).

La fonction présidentielle est, en Allemagne, essentiellement honorifique : le Chef de l'État constitue

toutefois une autorité morale, son rôle dépassant les prérogatives que lui assigne la Loi fondamentale. Elu pour 5 ans, le Président allemand représente le pays sur la scène internationale. Il conclut les traités avec les États étrangers, accrédite et reçoit les représentants diplomatiques. Il est le gardien du droit et de la Constitution, nomme et révoque les juges et fonctionnaires fédéraux, les officiers et les sous-officiers. Enfin, il peut dissoudre le Bundestag dans 2 cas précis : lorsque celui-ci ne réussit pas à élire un Chancelier (c'est-à-dire si aucun candidat ne parvient à réunir la majorité des voix des députés au bout de 3 jours, article 63 de la Loi fondamentale) ou lorsqu'une motion de confiance proposée par le Chancelier n'obtient pas l'approbation de la majorité des membres du Bundestag (article 68). Des élections législatives doivent alors être convoquées dans les 60 jours suivant la dissolution (article 39). 3 dissolutions ont eu lieu: le 23 septembre 1972, le 6 janvier 1983 et le 21 juillet 2005, sous le 1^{er} mandat du Chef de l'État sortant, Horst Köhler.

Tout candidat à la fonction présidentielle doit être âgé d'au moins 40 ans et ne peut être réélu qu'une seule fois. Selon la Loi fondamentale, le Président ne peut appartenir ni au gouvernement ni à un organe législatif de la Fédération (Bund) ou de l'un des seize Länder. Il ne peut exercer aucune autre fonction publique (ou privée) rémunérée et n'est pas autorisé à faire partie de la direction ou du conseil d'administration d'une entreprise poursuivant des buts lucratifs.

Les 2 partis de la coalition gouvernementale détenant une majorité d'environ 20 voix à l'Assemblée fédérale allemande, Christian Wulff devrait, à moins d'une nouvelle surprise, être élu Président de la République fédérale d'Allemagne le 30 juin prochain.

Jusqu'à cette date, l'intérim à la tête de l'État est assuré par le président de la Chambre haute du Parlement (Bundesrat), Jens Böhrnsen (SPD).

Élection présidentielle en Allemagne, le point à quelques jours du scrutin

La démission surprise du Président allemand Horst Köhler le 31 mai dernier, une première dans l'histoire du pays, intervient dans une période difficile pour la coalition gouvernementale dirigée par la Chancelière Angela Merkel (CDU), rassemblant l'Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale (CDU/CSU) et le Parti libéral-démocrate (FDP). Elle a obligé la Chancelière à organiser un scrutin présidentiel anticipé à haut risque. En effet, le candidat du Parti social-démocrate (SPD) et des Verts, le pasteur Joachim Gauck, est, à quelques jours du scrutin du 30 juin, donné favori d'une élection présidentielle qui n'a jamais suscité autant d'intérêt en Allemagne.

Le Chef de l'État, dont le rôle est essentiellement honorifique, est élu par l'Assemblée fédérale allemande (Bundesversammlung) qui regroupe 612 membres du Bundestag, Chambre basse du Parlement, et un nombre égal d'élus des 16 Länder, députés des Parlements régionaux ou personnalités de la société civile.

Joachim Gauck se décrit comme un « *conservateur de gauche* ». Il se dit proche des valeurs libérales et pense d'ailleurs qu'il sera élu à la Présidence de la République grâce aux voix de certains proches de la CDU/CSU et du FDP. Le candidat des forces de gauche est un ami de l'actuelle Chancelière. Il a déclaré au quotidien Bild Zeitung qu'il aurait pu être « *le candidat d'Angela Merkel* ». « *Ce n'est pas du tout mon intention de faire de l'ombre à la Chancelière avec ma candidature, j'ai observé avec grande attention et avec joie son ascension politique. Pour moi, il ne s'agit en aucun cas d'une joute personnelle* » a-t-il affirmé.

Joachim Gauck ne veut pas être qualifié d'homme qui pourrait faire tomber Angela Merkel et a indiqué qu'il avait été sur le point de renoncer à la candidature qui lui a été offerte pour ne pas gêner la Chancelière. « *J'ai été surpris et flatté que l'on pense à moi pour le poste. Mais je ne l'ai pas cherché et ce n'était vraiment pas mon intention de gêner Angela Merkel. Je suis sûr qu'elle ne voit pas ma candidature comme une attaque contre son gouvernement. Je veux juste le meilleur pour le pays* » a déclaré Joachim Gauck. Ce pasteur, originaire comme la Chancelière de l'ancienne République démocratique allemande (RDA), est un militant des droits civiques. Il a, après la chute du mur de Berlin en 1989, dirigé les recherches dans

les archives de la Stasi, ancienne police politique de RDA.

En dépit des déclarations de Joachim Gauck, la candidature de celui que l'hebdomadaire Der Spiegel qualifie de « *meilleur Président* » sème le trouble au sein des forces de la coalition gouvernementale. Plusieurs personnalités de droite lui ont d'ores et déjà apporté leur soutien : Holger Zastrow, leader du FDP dans le Land de Saxe, Kurt Biedenkopf (CDU), qui a demandé à la Chancelière Angela Merkel de laisser aux grands électeurs le libre choix de leur vote le 30 juin prochain, et Jörg Schönbohm, ancien chef de la CDU dans le Land du Brandebourg, qui a déclaré : « *Je me demande pourquoi il ne serait pas possible dans le camp conservateur d'être d'accord avec le Parti social-démocrate sur le candidat Joachim Gauck* ».

Les sociaux-démocrates insistent sur l'autorité morale que représente leur candidat. « *Joachim Gauck se présente avec toute sa vie d'homme, pas avec une simple carrière politique bien remplie* » a ainsi déclaré le leader du SPD, Sigmar Gabriel.

RÉSULTAT

Christian Wulff, nouveau Président allemand

C'est une « petite » victoire qu'a remporté Christian Wulff, candidat de la coalition gouvernementale dirigée par la Chancelière Angela Merkel rassemblant l'Union chrétienne-démocrate (CDU/CSU) et le Parti libéral-démocrate (FDP) à l'élection présidentielle allemande qui s'est déroulée le 30 juin.

Christian Wulff a été élu au 3^e tour de scrutin par 625 voix sur 1 244 délégués de l'Assemblée fédérale allemande (Bundesversammlung) qui regroupe 612 membres du Bundestag, Chambre basse du Parlement, et un nombre égal d'élus des 16 Länder, députés des Parlements régionaux ou personnalités de la société civile. Le candidat du Parti social-démocrate (SPD) et des Verts, Joachim Gauck, a recueilli 494 suffrages. 121 délégués, notamment ceux du Parti de gauche (Die Linke), se sont abstenus.

Alors que la coalition gouvernementale possédait sur le papier une avance de 21 voix sur l'opposition au sein de l'Assemblée fédérale, Christian Wulff a échoué au 1^{er} tour de scrutin recueillant 600 voix. La majorité absolue (623 voix) était nécessaire pour être élu. Des délégués de la majorité gouvernementale ont donc renoncé à soutenir leur candidat. Lors du 1^{er} tour, Joachim Gauck a recueilli 499 voix, la candidate de Die Linke, Lukrezia Jochimsen, 126 voix, et Frank Rennie, candidat du Parti national démocrate d'Allemagne (NPD), 3 voix. 13 personnes se sont abstenues.

La tenue même d'un 2^e tour de scrutin a constitué en soi un revers pour la Chancelière. Lors de ce 2^e tour, Christian Wulff est arrivé en tête en recueillant 615 voix, soit un nombre toujours inférieur à la majorité absolue requise pour être élu. Joachim Gauck a obtenu 490 suffrages et Lukrezia Jochimsen, 123 voix.

C'est donc au 3^e tour de scrutin, où la majorité simple suffisait pour être élu et après que Lukrezia Jochimsen se fut retirée, que Christian Wulff a été désigné pour succéder à Horst Köhler (Chef de l'Etat démissionnaire le 31 mai dernier) à la tête de l'Allemagne.

Agé de 52 ans, Christian Wulff est diplômé en droit de l'université d'Osnabrück et a exercé la profession

d'avocat avant de se consacrer à la politique. Membre de la CDU depuis l'âge de 19 ans, il devient président des jeunes de la CDU dans son Land de Basse-Saxe en 1983 avant de rejoindre deux ans plus tard le comité directeur régional de la CDU. En 1994, il devient président de son parti en Basse-Saxe et, en 1998, vice-président fédéral de la CDU.

Elu député régional de Basse-Saxe en 1994, il devient ministre-président du Land en 2003, un poste où il a été réélu lors du dernier scrutin régional le 27 janvier 2008. Christian Wulff a démissionné de cette fonction il y a quelques semaines pour être candidat à la Présidence de la République. Il a été remplacé à la tête de la Basse-Saxe par David McAllister.

Christian Wulff est le plus jeune Président de l'histoire du pays, le 2^e catholique à occuper ce poste et le 3^e élu lors d'un 3^e tour de scrutin après Gustav Heinemann (SPD), 1969-1974, et Roman Herzog (CDU), 1994-1999.

« La Chancelière comptait sur cette élection présidentielle pour repartir de l'avant et amorcer sa remontée dans les sondages après avoir touché le fond. C'est raté » a affirmé Oskar Niedermeyer, politologue de l'université libre de Berlin. « Je ne vois pas les dissidents en nombre suffisant pour mettre en danger l'élection de Christian Wulff bien que la politique du gouvernement ces derniers mois ait créé un grand ressentiment » avait pronostiqué – avec raison – le politologue de l'université libre de Berlin, Nils Diederich, avant l'élection. « C'est une défaite à caractère psychologique et une perte de prestige pour Angela Merkel » a-t-il précisé après les résultats.

L'élection de Christian Wulff, après trois tours de scrutin, est en effet un signe indéniable de la fragilité du gouvernement en place, qui a peine à mobiliser l'en-

semble des représentants de la coalition. Néanmoins, même courte et sans éclat, elle reste une victoire ne serait-ce que parce qu'elle a de nouveau montré la division de la gauche.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

Observatoire des élections – Élection présidentielle en Pologne, 20/06/2010 (Résultat 2^e tour)

L'influence des eurodéputés français au Parlement européen : état des lieux un an après les élections européennes - Question d'Europe n°176 - 05/07/2010 - Thierry Chopin, Camille Lépinay

L'Europe des coopérations volontaires ou comment donner une nouvelle impulsion à l'Europe...

Note N°47 – Mai 2010 – Pierre Fauchon, François Sicard

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.